

QUINZAINÉ

LE BLOC - NOTES DE L'EUROPE

de Jean-Michel Lamy

Une mondialisation négociée au quotidien par Bruxelles

Le commissaire au Commerce, Pascal Lamy, raconte dans *L'Europe en première ligne* (Editions du Seuil) l'engrenage des grandes négociations commerciales, de Seattle à Doha en passant par Pékin, et explique comment les Quinze font entendre leur voix. Car, sur ce front, l'Union européenne s'affirme de plus en plus. A la base de l'action de la Commission, il y a le mandat de négociation délivré par le Conseil des ministres, qui représente les Etats. Dans le secteur des services et de la culture, il faut le consensus. Cela n'a pas empêché le Conseil Affaires générales d'octobre 1999 de fixer une ligne de conduite toujours d'actualité : « L'Union veillera à garantir pour les Quinze et les Etats membres la possibilité de déterminer et de mener à bien leur politique culturelle et audiovisuelle et de sauvegarder leur diversité culturelle. » Pour la suite, le commissaire réclame le vote à la majorité, sinon, lorsque l'Union comptera vingt-cinq ou trente pays, il sera quasi impossible de dégager une ligne de défense commune. Mais le lobby des cinéastes français, entre autres, ne veut rien entendre. Hollywood a pourtant quelques longueurs d'avance : en contrepartie du plan Marshall, qui contribua à la reconstruction de l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Américains avaient exigé l'ouverture du marché européen à leurs films... En revanche, pour les affaires purement commerciales, le mandat du Conseil accordé à la Commission se décide à la majorité, ce qui autorise des prises de position plus fermes. Pascal Lamy narre ainsi par le menu la négociation d'adhésion de la Chine à l'OMC (Organisation mondiale du commerce). En réalité, tout était bouclé par Washington en fonction de ses intérêts. Malgré tout, Bruxelles réussit à arracher à Pékin quelques concessions spécifiques, et la Chine cessa peu à peu de considérer l'Union comme une simple dépendance des Etats-Unis. Le processus reste fragile. A preuve : le bras de fer avec Washington sur l'acier. George Bush ayant décidé d'appliquer des mesures protectionnistes pour défendre une industrie de l'acier archaïque, la Commission a porté plainte auprès de l'OMC et annoncé, le 28 mars dernier, des mesures de sauvegarde. Pour une fois, Londres approuve, mais Berlin, très

dépendant de ses exportations outre-Atlantique, s'alarme des risques d'escalade avec Washington. Le dosage du degré de fermeté à l'égard des Américains fait question. Mais les preuves d'indépendance ne manquent pas. Les Quinze viennent de donner leur feu vert au système de navigation par satellite Galileo,

qui concurrencera directement le monopole du GPS américain ; de plus, à l'instigation de Paris, huit pays européens se sont mis d'accord sur la version militaire de l'Airbus A400M. La force de frappe négociatrice et créatrice de Bruxelles est assurément, comme le dit le commissaire, une façon de réorienter les rapports de force dans le sens du modèle social européen.

Les régions à l'assaut de la Convention Giscard

La Convention de réforme des institutions de l'Union, présidée par Valéry Giscard d'Estaing, organise en son sein – c'est une première – la confrontation entre parlementaires nationaux et parlementaires européens. Une des questions gênantes sur la table est donc de savoir si les premiers accepteront que les seconds soient davantage légitimes pour l'exercice de leur pouvoir législatif. La question de la différenciation, du noyau dur, de l'avant-garde, surgira inévitablement et sous le regard de la quarantaine de porte-parole des pays candidats à l'adhésion à l'Union, Turquie comprise. Mais le plus perturbant, le plus inattendu pour les jacobins français – et même pour la délégation française dans son ensemble – sera sans doute la montée en puissance des identités « autonomes » disposant de compétences exclusives. Déjà, les régions constitutionnelles autonomes de l'Union forment un réseau, actuellement présidé par la Toscane, et préparent leurs propositions pour l'Union de demain. Inutile de préciser qu'aucune région française n'en est membre, puisque aucune ne dispose d'autonomie constitutionnelle. José María Muñoa Ganuza, ministre des Affaires extérieures du Pays basque, interroge : « Une fois l'Europe construite avec une monnaie unique, bientôt des frontières et une défense communes, qui aura ces compétences ? » D'aucuns voient dans cette évolution la grande chance des régions autonomes. Rappelons que le gouvernement basque perçoit l'impôt et en reverse, sous sa responsabilité, une part de 8 à 10 % environ à Madrid, à l'Etat central. I